



16ème législature

Question N° : 16738	De M. Francis Dubois (Les Républicains - Corrèze)	Question écrite
Ministère interrogé > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique		Ministère attributaire > Logement
Rubrique >logement : aides et prêts	Tête d'analyse >Diminution du budget MaPrimeRénov'	Analyse > Diminution du budget MaPrimeRénov'.
Question publiée au JO le : 02/04/2024 Date de changement d'attribution : 16/04/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Francis Dubois attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur la diminution considérable du budget alloué par l'État à MaPrimeRénov'. Cette dernière semblait pourtant avoir démontré son efficacité en encourageant les particuliers à entreprendre des travaux, contribuant ainsi à rendre les logements moins énergivores. 69 % des personnes ayant bénéficié de MaPrimeRénov' affirment qu'elles n'auraient jamais engagé de travaux si l'État n'avait pas apporté son aide. Ces rénovations, en plus de répondre à des enjeux de sobriété énergétique et de lutte contre les passoires thermiques, représentent une activité majeure pour les entreprises du bâtiment, générant des emplois et stimulant l'économie locale, notamment en zone rurale. Cette diminution budgétaire arbitraire intervient au moment même où le Gouvernement impose de manière uniforme et verticale, à travers le ZAN, des contraintes aux collectivités en matière de transition énergétique. Des collectivités, qui, le plus souvent, œuvrent déjà en faveur de la transition énergétique au plus près des besoins du territoire et de sa population. Dès lors, la réduction annoncée d'un milliard d'euros du dispositif MaPrimeRénov' suscite des interrogations légitimes quant aux objectifs du Gouvernement en matière de lutte contre le réchauffement climatique et des moyens consentis pour les atteindre. Après avoir investi dans la sensibilisation et l'incitation à la rénovation énergétique, étapes indispensables pour atteindre la sobriété, il semble contre-productif de diminuer cette aide. Il l'interroge sur les raisons qui motivent la diminution significative de cette aide et sur le cap que son ministère envisage de prendre afin de permettre aux Français de rénover leur logement.